

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES,  
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI  
UNITE DEPARTEMENTALE LOIRET  
SERVICE A LA PERSONNE**

**ARRETE**

**portant réglementation du récépissé de déclaration N° SAP813057213 d'un organisme de services à la personne**

**Le Préfet du Loiret  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

**ARRETE**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité territoriale du Loiret le 11 septembre 2015 par Madame AUDREY CHEVALLIER en qualité de gérant, pour l'organisme AUDREY CHEVALLIER dont le siège social est situé 10 RUE GEORGES GUYNEMER 45140 ST JEAN DE LA RUEILLE et enregistré sous le N° SAP813057213 pour les activités suivantes :

- **Entretien de la maison et travaux ménagers**
- **Livraison de courses à domicile**
- **Livraison de repas à domicile**

Ces activités sont effectuées en qualité de prestataire.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-17, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément.

Sous cette réserve, le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Orléans, le 17 septembre 2015

Le Préfet du Loiret  
Pour le Préfet, et par délégation  
La directrice adjointe de l'UD45  
de la DIRECCTE CENTRE-VAL DE LOIRE  
Signé : Yaël AUGUIAC-TESSIER

Annexes consultables auprès du service émetteur